



## Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, René REVOL, Isabelle TOUZARD

## Hors commission - Régime indemnitaire - Prime semestrielle - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Il est versé aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole un complément de rémunération de 1 098,50 euros bruts annuels pour les stagiaires et titulaires et de 1 228,24 euros bruts annuels pour les agents contractuels. Versé en 2 fractions semestrielles, en mai et novembre, au prorata de la période d'activité (à condition qu'elle soit supérieure à 3 mois) et du taux d'emploi, ce complément bénéficie aux agents stagiaires, titulaires et contractuels mensualisés, à l'exception des collaborateurs de cabinet.

Dans la perspective du RIFSEEP, régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel créé par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014, ce complément pourra être intégré, selon des modalités identiques, dans l'IFSE (Indemnité de fonction sujétions et expertise) instaurée pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Dans l'attente, afin de garantir son égale attribution à l'ensemble des agents publics concernés et conformément au troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 précitée, ce complément est acquis aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole et son versement est acté par la présente, par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 précitée.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier avait effectivement rappelé, par sa délibération n°4912 du 29 novembre 2002, le maintien de cette prime « instituée au District de Montpellier avant le 27 janvier 1984 » et inscrite chaque année au budget primitif, sous forme de subvention spécifiquement identifiée à l'Association des élus du personnel municipal dès avant 1984, avant d'être reprise par le Comité d'action sociale, sportive et culturelle et enfin intégrée dans la délibération d'adoption du budget pour l'exercice 1991 de l'entité, District, Communauté d'Agglomération puis Métropole.

Ce complément de rémunération collectivement acquis, est établi indépendamment des avantages maintenus conformément aux dispositions de l'article L.5111-7 du Code général des collectivités territoriales, à titre individuel et en lieu et place, notamment aux agents transférés dans le cadre d'un transfert de compétences (L. 5211-4-1) ou de la constitution d'un service commun (L.5211-4-2).

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider les modalités de versement du complément de rémunération telles que définies par la présente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 mars 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-81175-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.